



MOTION INTERSYNDICALE AU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 22/11/2017

Une offensive généralisée est engagée contre les droits des salariés du privé comme du public. En dépit du mécontentement légitime qu'elle provoque et des mobilisations qu'elle suscite, le Président de la République et le gouvernement poursuivent leur politique de casse sociale et d'austérité, répondant aux vœux du MEDEF. Les ordonnances ne visent qu'à la destruction du code du travail. Cette attaque gravissime contre les droits des salariés ne manquera pas d'avoir des répercussions majeures sur le statut général des fonctionnaires. La précarité est en marche pour les salariés du privé comme pour les agents publics.

Au sein de notre ministère, depuis plus de 10 ans, les orientations politiques et budgétaires (programmes de suppressions massives d'emplois, contraintes budgétaires accrues, restructurations incessantes accompagnées de fermetures de services) ont amené une dégradation constante des conditions de vie au travail des agents.

Le climat de travail dans lequel vivent au quotidien les agents est très néfaste : l'absence de perspective et l'incertitude professionnelle sont sources d'angoisse. Les directions ont démontré leur incapacité à exercer l'ensemble des missions de services publics du fait des suppressions d'emplois massives, à se doter d'outils de travail performants et ergonomiques, à penser à des organisations de travail non-pathogènes. Pire encore, les restructurations et les fermetures de sites et de services se font à marche forcée, sans vision globale et sans aucune considération pour les usagers, les agents et leurs représentants :

- Un pouvoir d'achat dégradé (hausse de la CSG non compensée pleinement, application du jour de carence, gel du point d'indice, RIFSEEP, etc.),
- des fermetures de services,
- des réorganisations à l'emporte-pièce,
- des règles de gestion modifiées systématiquement à l'avantage de l'administration et donc au détriment des agents,

- des milliers d'emplois supprimés chaque année.

Ce catalogue non exhaustif illustre la manière avec laquelle sont « récompensés » les agents des Finances Publiques pour leur abnégation à faire fonctionner la machine DGFIP.

Pour le Vaucluse, ce seront 11 emplois qui seront supprimés en 2018 creusant encore le fossé entre les effectifs réels et ceux nécessaires pour accomplir dans des conditions décentes les missions de la DGFIP.

Bien que ces dernières soient au coeur du fonctionnement de l'État et donc facteur de cohésion sociale, les gouvernements successifs ne reconnaissent toujours pas le caractère « prioritaire » de notre direction, excepté quand il s'agit de la détruire (statuts particuliers, maillage, revue des missions).

Les agents des Finances Publiques ne supportent plus cette dégradation constante de leurs conditions de travail depuis plusieurs années.

L'analyse du bilan social ne nous démentira pas sur ce point.

Afin d'affirmer nos désaccords sur les politiques menées par le gouvernement , en particulier contre les agents de la DGFIP, les organisations syndicales ne participeront donc pas à cette instance.